

Impact du Coronavirus sur l'activité bancaire en Algérie : étude par enquête de terrain auprès des banques de la wilaya de Bejaia.

Impact of the Coronavirus on banking activity in Algeria: study by field survey of banks in the wilaya of Bejaia.

DR.MOUFFOK NACER-EDDINE

DR.BENHELLAL NADIR

1- Université de Bejaia, (Algérie), nacermouffok2003@yahoo.fr

2- Université de Bejaia, (Algérie), nadir87@hotmail.fr

Date de réception : 14/11/2020 Date d'acceptation : 00/00/0000

Résumé :

Cet article a pour objectif d'appréhender l'impact de la pandémie du coronavirus sur l'activité bancaire et partant, sur la conjoncture économique en Algérie. Pour cela, nous avons effectué une enquête de terrain basée sur un questionnaire conçu et distribué à quinze agences bancaires situées au niveau de la wilaya de Bejaia. Le traitement des réponses collectées, via le logiciel SPHINX IQ, montre que toutes les banques exigent plus de garanties pour palier aux risques encourus du fait des crédits octroyés pendant cette période de COVID-19. En outre, on a réalisé que cette crise a eu des effets proportionnés sur l'activité bancaire selon le secteur d'activité (agroalimentaire et industriel, par exemple) et/ou le statut des banques (publique, privée, ou étrangère).

Mots-clés : Banque - COVID-19 – crédit – risque.

الملخص:

تهدف هذه المقالة إلى فهم تأثير وباء فيروس كورونا على النشاط المصرفي، وبالتالي على الوضع الاقتصادي في الجزائر. للقيام بذلك، قمنا بإجراء مسح ميداني على أساس استبيان تم تصميمه وتوزيعه على خمسة عشر فرعاً مصرفياً في ولاية بجاية. تظهر معالجة الردود التي تم جمعها، عبر برنامج SPHINX IQ، أن جميع البنوك تتطلب المزيد من الضمانات من أجل التحكم في مخاطر الائتمان الممنوحة خلال هذه الفترة من COVID-19. بالإضافة إلى ذلك، أدركنا أن هذه الأزمة كان لها تأثيرات متناسبة على النشاط المصرفي اعتماداً على قطاع النشاط (الصناعات الغذائية والصناعية، على سبيل المثال) و/ أو وضع البنوك (عامة، خاصة، أو أجنبية).

الكلمات المفتاحية: بنك؛ كوفيد-19؛ ائتمان؛ مخاطر.

Introduction :

D'après F.DESMITCH (2004, p. 31), le secteur bancaire a toujours été qualifié de milieu fermé et complexe. L'environnement bancaire est devenu très vulnérable aux différentes perturbations de la sphère monétaire (Patat J P, 2002, p.45), d'autant plus que cela peut impacter l'activité bancaire en l'exposant aux risques, dont la baisse de la liquidité bancaire et par conséquent la déstabilisation de l'économie nationale (BERNARD, V., COLLI, J.C. 1996, p.18). Donc, stabiliser l'activité bancaire devient un enjeu majeur du fait qu'elle impacte la conjoncture économique d'un pays (PRUCHAUD J, 1960, p.48).

Ainsi, toute crise économique, monétaire ou financière peut avoir des répercussions considérables sur l'économie d'un pays en particulier, et sur l'économie mondiale en général.

La crise actuelle du COVID-10 ne cesse de nous dévoiler ses effets néfastes sur la conjoncture économiques de l'ensemble de la communauté internationale. Ces effets ne concernent pas seulement le secteur économique, mais d'autres secteurs sont touchés, tels la santé, l'éducation, le tourisme, etc.

L'impact de la pandémie du coronavirus sur l'économie nationale est conséquence de par son impact sur le secteur bancaire, et sur ses activités qui diminuent de manière considérable ce qui est à l'origine du problème de sous liquidité. Les secteurs les plus touchés par cette pandémie sont en premier lieu le transport et le tourisme. Viennent, ensuite, la restauration, l'hôtellerie, l'artisanat, l'énergie et le commerce hors agroalimentaire. A titre d'exemple, le secteur des transports publics enregistre une perte du chiffre d'affaires et un manque à gagner d'une valeur de 19,5 milliards de dinars, alors que le secteur de l'énergie a enregistré une perte de l'ordre de 4,6 milliards de dollars (par rapport à l'année 2019), suite au ralentissement de l'économie mondiale et de la demande en

hydrocarbures qui représente la principale source des recettes en devises en Algérie.

C'est dans ce contexte que notre de recherche s'inscrit ; Il y est question de poser une problématique principale qui sera le fil conducteur de cet article. Ainsi, on essaiera de répondre à l'interrogation suivante :

«Quel est l'impact du Coronavirus sur l'activité bancaire en Algérie, notamment au niveau des banques de la wilaya de Bejaia ? ».

Dans ce même contexte, que nous suggérons les hypothèses suivantes :

- ✓ La pandémie du coronavirus a eu des effets modérés sur l'activité bancaire du fait de la réglementation bancaire très rigide et très encadrée par les autorités monétaires, en l'occurrence la Banque Centrale (BCA);
- ✓ La pandémie du coronavirus a eu des effets non négligeables sur l'activité bancaire du fait de la baisse de l'activité économique, notamment suit au confinement prolongé.

Afin de mieux cerner les éléments de réponse, nous avons scindé notre travail en trois points essentiels :

- Nous présenterons la méthodologie de travail basée sur une enquête de terrain effectuée auprès des banques de la wilaya de Bejaia ;
- Nous présenterons l'étude, l'analyse et l'interprétation des résultats des questionnaires distribués et collectés au niveau des banques ;
- Enfin, nous exposerons, dans notre conclusion, l'essentiel des résultats de cette recherche.

Ainsi, afin de limiter les risques de crédit, les banques doivent mettre en place une procédure rigoureuse (ROYER G ; CHOINEL A, 1995, p.255), afin d'étudier

les demandes de crédit, basée de plus en plus sur la connaissance du client, la prise de garanties, ainsi que sur l'identification de tous les risques.

Pour réaliser ce travail, nous avons effectué une enquête de terrain au niveau des banques de la wilaya de Bejaia à travers un questionnaire conçu et distribué durant la période allant du 15 septembre 2020 au 15 octobre 2020.

I. Méthodologie de recherche

Nous avons eu recours à deux types d'instruments de collecte de données : un entretien direct avec les différents responsables des banques dans un premier temps, puis par questionnaire, composé de 25 questions, distribué à quinze (15) agences bancaires de la wilaya de Bejaia, dans un deuxième temps.

• L'entretien

Au cours de notre distribution des questionnaires au niveau des banques, on a eu la l'opportunité de faire des entretiens directs avec les différentes classes de la hiérarchie bancaire afin de mieux éclaircir et détailler les réponses (cela a dépendu de la personne qui nous reçoit).

• Le questionnaire

Cet outil nous a permis de recueillir les informations d'une façon méthodique en se rapprochant des différents établissements bancaires. Notre choix de l'enquête par questionnaire était motivé par la facilité de collecte des informations plus précises et la possibilité de quantifier et de comparer les réponses.

1.1. Déroulement de l'enquête

Durant les deux mois d'enquête de terrain « du 05 janvier au 05 mars 2020 », nous sommes intervenus sur un échantillon de quinze banques (privées, publiques et étrangères) en distribuant un questionnaire pour chaque banque. Notre objet de recherche, en l'occurrence les banques, se trouve sur le même territoire local, à savoir la ville de Bejaia, et l'échantillon de quinze banques est représentatif car

les différentes agences suivent la politique de l'agence mère, donc la même stratégie sur le plan national.

- **Les outils utilisés**

Dans le cadre de ce travail, on a élaboré un questionnaire afin de constater et d'essayer de mieux comprendre les risques liés au crédit, ainsi que les méthodes de gestion. La tâche n'était pas facile du fait que les banques ne se prêtaient pas à cet exercice aussi facilement que dans d'autres milieux. Par conséquent, il fallait bien formuler nos questions pour en tirer le maximum d'informations exploitables et de les traiter de manière optimale en se servant du logiciel SPHINX IQ.

- **Les difficultés rencontrées lors de l'enquête**

Nous avons ciblé, à travers les questionnaires, toutes les agences bancaires de la ville de Bejaia. Nous avons pu obtenir des réponses auprès de la majorité des agences bancaires (quatorze). Cependant, nous avons eu des difficultés pour réaliser ce travail, et la première difficulté est forcément l'obtention d'un rendez-vous pour un entretien. Les opérateurs concernés sont difficilement accessibles et les agents compétents susceptibles de répondre à nos questions sont difficiles à approcher.

L'autre difficulté est forcément d'ordre stratégique ; les banques ne souhaitent pas divulguer certaines informations liées à leur fonctionnement, ce qui est compréhensible ; elles sont hésitantes à fournir des informations concernant leur stratégie adoptée et les politiques suivies dans ce domaine dans un souci de confidentialité et de concurrence.

1.2. Analyse et interprétation des résultats

Cette partie est dédiée aux différentes réponses collectées auprès des agences bancaires, ce qui nous permettra de comprendre et d'analyser de plus près, d'une part les risques auxquels les banques font face de manière permanente, de l'autre

l'impact de la pandémie du coronavirus sur l'activité bancaire et donc l'économie nationale.

Cette enquête a été menée auprès des agences bancaires de la wilaya de Bejaia. Le choix de cette ville est justifié par la diversification du réseau bancaire implanté au niveau de cette région. Nous avons distribué un questionnaire composé de vingt cinq questions, par banque.

Notre échantillon est constitué de quinze agences bancaires, et les réponses et explications nous ont suffisamment éclairés sur le sujet.

2. Le statut des banques interrogées

Le tableau N° 01 indique que les banques interrogées sont au nombre de quinze (15), et que six (06) sont des banques publiques et neuf (09) ont un statut de banques privées :

Tableau N° 01: Le statut des banques interrogées

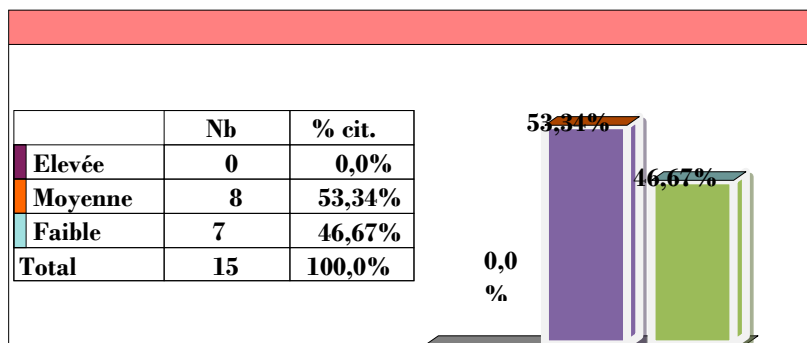
Banque		
	Nb	% cit.
Privée	09	60%
Publique	06	40%
Total	15	100,0%

Source : D'après les résultats de l'enquête de terrain

3. Les incidences économiques causées par le coronavirus

La figure suivante expose les différents niveaux du risque de crédit relevés ou détectés par les banques interrogées selon leurs études :

Figure N°01 : Degré d'incidence du coronavirus sur l'activité bancaire



Source : D'après les résultats de l'enquête de terrain

On constate qu'aucune banque de notre échantillon n'a déclaré que le coronavirus n'a aucune incidence sur son activité bancaire. En effet, huit banques ont répondu que ce niveau est moyen, alors que sept banques trouvent qu'il est faible.

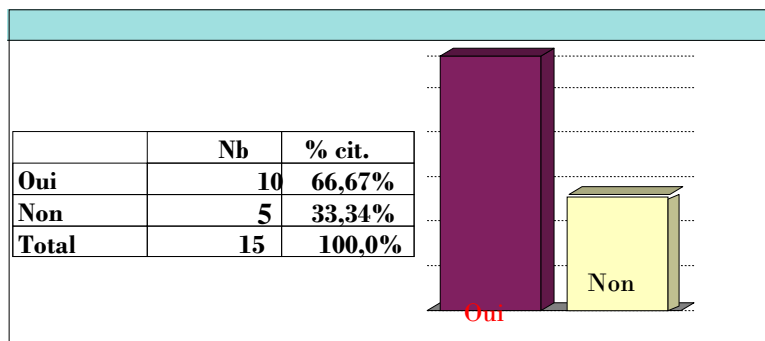
Ceci s'explique par les mesures prises par le Premier ministre telles que le gel du paiement des charges financières et des obligations fiscales et parafiscales dues par les agences économiques concernant la période correspondant à la durée de confinement. De ce fait, aucune sanction infligée ni paiement de pénalités sollicité de ces agents durant cette période, d'autant plus que le ministre des finances a exigé du secteur bancaire de s'assurer de la mise en place et en œuvre des mesures protectrices de facilitation de financements qui ont déjà été prises par la Banque centrale.

3.1. Etat des lieux de l'activité bancaire avant et après le coronavirus

3.1.1. La politique d'octroi de crédit

La figure suivante nous permettra de distinguer l'orientation de la politique d'octroi de crédit exercée par les banques avant et après la crise sanitaire du coronavirus :

Figure N°02 : La politique d'octroi de crédit



Source : D'après les résultats de l'enquête de terrain

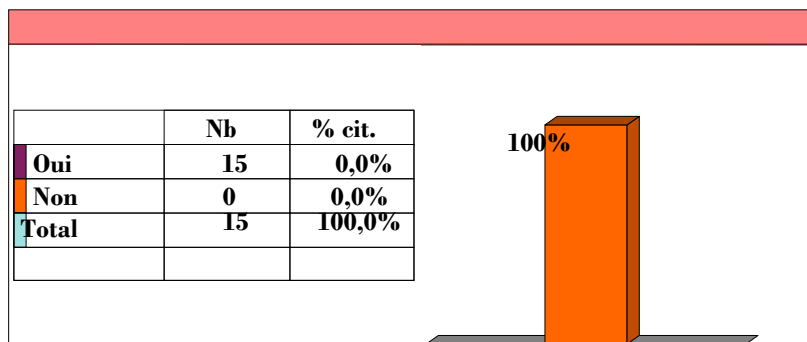
Dix banques de notre échantillon, soit 66,67% des banques interrogées, reconnaissent avoir changé leur politique d'octroi de crédit suite à la crise sanitaire du COVID-19. En effets, ces banques considèrent que dans des conditions exceptionnelles, des mesures exceptionnelles s'imposent. Donc, suite à la baisse du rythme économique, tant qu'au niveau national que mondial, les flux commerciaux et donc financiers diminuent de manière alarmante ce qui rend les transactions économiques très difficiles et par conséquent la solvabilité, de certaine catégorie d'agents économiques, douteuse. Cela induit une politique d'octroi de crédits différente et adaptées aux nouvelles circonstances.

Cependant, cinq banques de notre échantillon, soit 33,34% des banques interrogées, ont répondu ne pas avoir changé leur politique d'octroi de crédit. L'explication principale de cette ligne de conduite est liée à la stratégie de fidélisation des clients, malgré les circonstances, mais elles exigent plus de garanties, notamment en ce qui concerne les crédits liés à l'importation, aux risque de taux de change.

3.1.2. Identification des risques de crédit depuis la crise du coronavirus

La figure suivante expose les décisions prises par les banques en termes d'utilisation de nouvelles méthodes d'identification des risques de crédit:

Figure N°03 : Utilisation de nouvelles méthodes d'identification des risques de crédit



Source : D'après les résultats de l'enquête de terrain

D'après la figure, la totalité des banques interrogées indiquent avoir procédé à de nouvelles techniques d'identification des risques de crédit. Le recours à ces techniques vient du fait que la crise économique causée par le coronavirus a incité certains agents économiques à demander plus de crédits pour assurer un certain degré de satisfaction et de bien être. Ces techniques concernent l'étude et l'analyse des impayés par secteur d'activité, la méthode scoring, ainsi que l'audit interne.

3.1.3. L'exigence de garanties depuis la crise du coronavirus

L'exigence de garanties s'avère un élément primordial pour les banques, surtout dans ce contexte économique incertain de coronavirus. Ainsi, le tableau ci-dessous illustre bien cette réalité où la totalité des banques procède à une réévaluation des garanties par des experts, notamment en se déplaçant sur les lieux des affaires afin de les examiner :

Tableau N°02 : Exigence de garanties par des experts

Importance des garanties		
Décision	Nb	% cit
Oui	15	100,0%
Non	0	0,0%
Total	15	100,0%


Source : D'après les résultats de l'enquête de terrain

3.1.4. Fréquence de recours aux outils de gestion des risques depuis la crise du coronavirus

D'après les réponses obtenues à l'analyse du questionnaire, le recours des banques aux outils de gestion du risque crédit est systématique à 100 %. Ce résultats s'explique par le fait que les banques se donnent les moyens nécessaires et indispensables pour faire face à tout imprévu ou incident et indésirable causé par le COVID-19 en termes de sous-liquidités des agents économiques créditeurs auprès d'elles.

Figure N°04 : Recours aux outils de gestion des risques

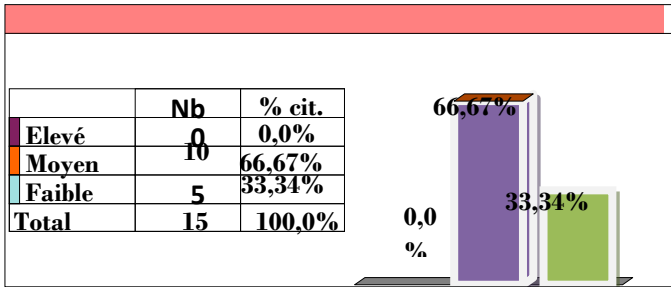
Fréquence 100,0%		
	Nb	% obs.
Systematique	15	100,0%
Rare	0	0,0%
Régulièrement	0	0,0%
Inexistante	0	0,0%
Occasionnelle	0	0,0%
Total	15	100,0%



Source : D'après les résultats de l'enquête de terrain

4. Les incidences sociales causées par le coronavirus

Figure N°05 : Degré d'incidences sociales du coronavirus



Source : D'après les résultats de l'enquête de terrain

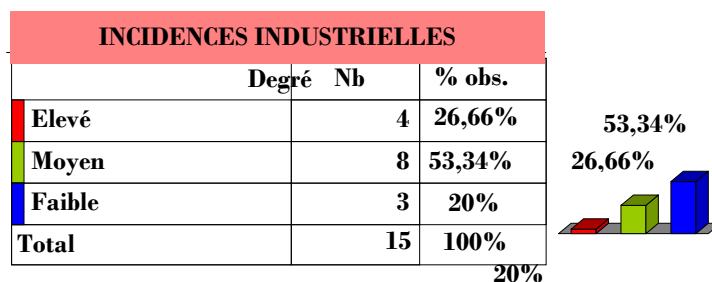
On constate qu'aucune banque de notre échantillon n'a déclaré que le coronavirus a eu un effet élevé d'incidences sociales négatives sur les agents économiques. Ainsi, dix banques ont expliqué le degré moyen d'incidences sociales négatives par le fait que ces banques ont diminué les opérations d'octroi de crédits à un certain nombre d'entreprises à risques (familiales, petites et très petites entreprises), durant cette période de confinement, du fait du manque de transactions commerciales et donc de ventes et par conséquent de flux financiers.

Le résultat de cette politique s'exprime par le manque à gagner et donc la baisse du revenu, ce qui implique la diminution du pouvoir d'achat ce qui a conduit la population concernée à se manifester par des grèves, fermeture des routes, l'arrêt du transport, des émeutes, etc. Cinq banques de notre échantillon expriment un degré moyen d'incidences sociales négatives sur les agents économiques, ce qui est expliqué par les mesures prises par les pouvoirs politiques en termes d'évaluation stricte, complète et urgente des dommages subis ainsi que des carences financières consignés par les agents économiques, notamment les petites et moyennes entreprises (PME). S'ajoutant à cela, l'allocation d'une aide financière, dédiée aux métiers dits petits tels que les

IMPACT DU CORONAVIRUS SUR L'ACTIVITE BANCAIRE EN ALGERIE : ETUDE PAR ENQUETE DE TERRAIN AUPRES DES BANQUES DE LA WILAYA DE BEJAIA. DR.MOUFFOK NACER-EDDINE ; DR.BENHELLAL NADIR
 taxieurs, les coiffeurs, etc., d'un montant de 30.000 DA pendant une période de 3 mois.

5. Les incidences industrielles causées par le coronavirus

Figure N°06 : Degré d'incidences industrielles du coronavirus



Source : D'après les résultats de l'enquête de terrain

La figure ci-dessus nous informe que huit des banques interrogées expriment un degré moyen d'incidences industrielles négatives du à la crise sanitaire du COVID-19.

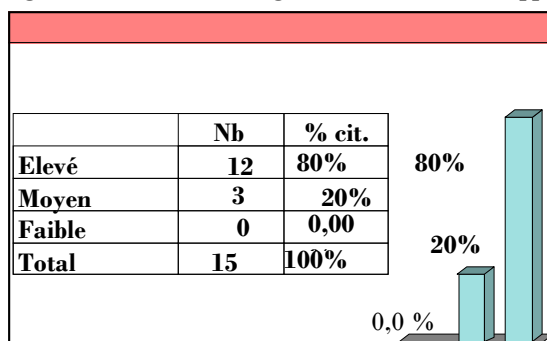
En effet, ce résultat s'explique par le fait que les pouvoirs politiques ont pris certaines décisions notamment celles qui sont liées aux acquisitions d'usines usagées. A ce propos, le Président de la République a souligné l'exigence de veiller à respecter un certain nombre de garanties sur l'outil de production acheté (et/ou importé). Cet outil doit contribuer à la valeur ajoutée et à la création d'emplois. L'importation et le montage de véhicules neufs et de produits électroménagers, etc., doivent être réalisés par des opérateurs nationaux garantissant des chaînes nationales de services après vente.

Cependant, quatre banques de notre échantillon ont exprimé un degré élevé d'incidences industrielles négatives dues à la crise sanitaire du COVID-19, du fait qu'une part importante de PME et petits métiers ont vu leurs activités diminuer surtout durant la période du confinement sachant que la plupart de ces

entreprises ont un caractère de commerce de proximité, de production (sous-traitance des PME) et de vente de produits non consommables.

6. Les incidences du coronavirus sur l'Agriculture et le Développement Rural

Figure N°07 : Degré d'incidences sur l'agriculture et le développement rural



Source : D'après les résultats de l'enquête de terrain

On constate que douze banques de notre échantillon déclarent que le coronavirus a eu un effet négatif élevé comme incidences sur l'agriculture et le développement rural.

L'explication donnée de ce résultat est que du fait de cette crise et de la pandémie du coronavirus, est que d'un côté, les banques octroient moins de crédits à une certaine catégorie d'agents économiques, notamment ceux qui exercent dans le secteur des transports (de marchandises) liés directement, ou indirectement, aux services de distribution des produits agricoles qui ne trouvent plus preneurs du fait du manque du canal de distribution.

De l'autre, cette baisse de crédit concerne également les entreprises travaillant dans la logistique, ce qui pénalise, surtout, les zones géographiques éloignées des grandes villes, handicapant ainsi le développement rural.

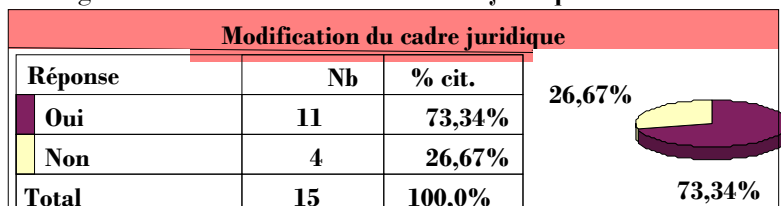
Ainsi, trois banques ont expliqué le degré moyen d'incidences négatives sur l'agriculture et le développement rural par le fait que les pouvoirs politiques ont

apporté leur soutien au secteur agricole par une réduction très importantes des importations, notamment les produits agricoles, d'un côté et par l'ouverture et la continuité de vente des produits de consommation à base agricole, ce qui incite les agriculteurs à travailler davantage pour assurer l'approvisionnement du marché par des produits à des prix modérés, de l'autre côté. Ainsi, les banques ont reçu des instructions des pouvoirs politiques les encourageant à privilégier les crédits liés aux installations d'usines de transformation des produits agricoles depuis leurs zones de production.

7. Les incidences du coronavirus sur le secteur de la Justice

La figure ci-dessous nous renseigne sur l'impact du COVID-19 sur les décisions juridiques prises par les banques concernant la santé financière de ses clients :

Figure N°08 : Modification des décisions juridiques des clients débiteurs



Source : D'après les résultats de l'enquête de terrain

Selon notre enquête de terrain, onze banques sur les quinze interrogées déclarent avoir modifié le statut juridique de leurs clients débiteurs, du fait du COVID-19, concernant les décisions juridiques prises par les banques quant à leur santé financière. Cette politique est prise suite à la décision des pouvoirs publics à venir en aide aux agents économiques non financiers (entreprises et ménages) qui ont vu leurs revenus impactés considérablement par la crise du coronavirus et le confinement ; cela avait signé un arrêt, ou une chute, brutal de leurs activités et donc des encaisses monétaires et financières.

Ces modifications portent essentiellement sur le prolongement des dates de remboursement des crédits et des intérêts, la non signalisation des clients débiteurs comme insolubles durant cette période, le soutien financier (crédits) des entreprises en difficultés, la baisse de la somme d'apports financiers personnels pour toute acquisition d'outils, ou machines, de production ou de service, etc. Les quatre banques qui ont répondu par la négative quant à l'impact du COVID-19 sur le cadre juridique de ses clients, expliquent cette démarche par la concurrence qu'elles subissent des autres banques (nationales et publiques) et donc la qualité des clients déjà fidélisés.

Ces banques ont un statut de banques privées et étrangères et une ligne de conduite basée sur le gain tiré de leurs clients très solvables.

Conclusion

La gestion des risques de crédit représente une opération très importante pour toutes les banques, du fait de ses conséquences qui peuvent être néfastes sur leurs liquidités d'un côté, et sur le développement local et national de l'autre côté (BOUSQUET J, 1997, p.44). Ainsi, plusieurs outils et méthodes de contrôle et de gestion de ce type de risques ont été développés ces dernières années (DIETCH M ; PETEY J, 2003, p.58), surtout depuis les différentes crises financières subies par l'économie mondiale, notamment la crise des subprimes l'été 2007.

Ces nouvelles techniques sont mises à jour de façon régulière du fait qu'à chaque fois qu'une banque exerce sa fonction classique d'octroi de crédit à un client, elle s'expose inévitablement à une multitude de risques (DE COUSSERGUES S, 1992, p. 71).

Ces risques s'accroissent dans des contextes de crises économiques, financières, et même sanitaires comme celle que le monde affronte ces derniers mois, en occurrence la crise du COVID-19.

C'est dans cette optique que notre recherche essaie d'apporter des réponses à des interrogations qui demeurent d'actualité. Ainsi, afin de répondre à notre problématique principale qui traite la question de l'impact du Coronavirus sur l'activité bancaire en Algérie, nous avons effectué une enquête de terrain à travers un questionnaire conçu et distribué auprès de quinze (15) banques, publiques et privées, de la wilaya de Bejaia. Le traitement des données collectées a été opéré en se servant d'un logiciel spécialisé, à savoir SPHINX IQ.

Notre enquête de terrain nous a permis de constater que malgré la baisse du rythme de l'économie nationale, et mondiale, suite à cette pandémie du COVID19, certaines agences, notamment celles qui effectuent des transactions liées au secteur de l'agroalimentaire, enregistrent une activité bancaire non différente avant et après cette pandémie, à un certain degré, par rapport aux autres banques qui s'orientent vers des crédits d'investissement hors ce secteur. En effet, pendant cette période, les banques font face à un risque d'impayé des entreprises du fait des difficultés de trésorerie et des variations négatives du taux de change du dinars algérien, ce qui a réduit à la baisse le gain ou la rentabilité des banques.

Les principaux résultats de notre recherche est que l'activité bancaire a baissé pendant la crise de coronavirus par rapport à ce qu'elle était avant cette pandémie. En effet, la majorité des banques exigent plus de garanties fiables et solides pour maîtriser les risques de crédit durant cette période où l'activité économique, monétaire et financière baisse, surtout après le confinement de la population. L'enquête de terrain nous a permis de constater que les banques n'optent pas pour le partage des risques étant donné que ce sont les clients qui en assument la totalité par différentes opérations de rééchelonnement et de récupération de garanties hypothéquées par le client, à travers une procédure judiciaire et réglementaire. L'une des conséquences de cette crise est que les

clients des banques et autres établissements de crédit ont eu également recours à d'autres moyens de transactions financières à travers la digitalisation développée par les technologies de l'information et de la communication (TIC).

Bibliographie

1. Ayad R., Ali A.S., Belarbi Y. & AL., (2020). Covid-19 in the Mediterranean and Africa: Diagnosis, Policy Responses, Preliminary Assessment and Way Forward. EMEA-EMNES Studies, April 2020.
2. BERNARD, V., COLLI, J.C. (1996). *Les crédits bancaires aux entreprises*, revue bancaire, édition Du Seuil, Paris.
3. BOUSQUET, J. (1997), *L'entreprise et les banques*, collection Droit et Gestion, paris.
4. DE COUSSERGUES, S. (1992), *La gestion de la banque*, édition, DUNOD, Paris.
5. DESMITCH, F. (2004), *Pratique de l'activité bancaire*, édition DUNOD, Paris.
6. DIETCH, M. ; PETEY, J. (2003), *Mesure et gestion du risque de crédit dans les institutions financières*, édition Revue banque, Paris.
7. Patat, J. P. (2002). *Monnaie, Système Financier et Politique Monétaire*, 6è édition. Economica, Paris.
8. PRUCHAUD, J. (1960), *Evolution des techniques bancaires*, éditions scientifiques RIBER, Paris.
9. Salès-Wuillemin, E. (2006). Méthodologie de l'enquête, in : M., Bromberg et A., Trognon (Eds.) *Psychologie Sociale I*, Presses Universitaires de France, PP.45-77.